

Des experts de l'entre-deux.

Circulation, académisation et institutionnalisation des *disaster studies* au Sud.

Lydie Cabane. Doctorante Sciences Po Paris / CSO

Résumé.

Ce papier retrace l'émergence et la structuration d'une science des catastrophes, en articulant son institutionnalisation au fil de la constitution d'un monde des catastrophes depuis les années 1980, à son académisation dans un espace national, ici l'Afrique du Sud. Les liens et les connexions entre les différents niveaux sont mis en évidence afin de souligner le rôle de la circulation des sciences dans la production de l'action publique, et l'usage spécifique de ces savoirs par les organisations internationales qui favorise la constitution de disciplines. En outre, concernant la dimension post-coloniale dans laquelle s'inscrivent les savoirs étudiés, le papier montre que cette circulation ne s'opère pas sur un mode diffusionniste depuis « l'international » vers les pays du Sud, mais s'appuie sur l'interpénétration et la co-production des sciences par des allers-retours entre de multiples échelles.

Introduction : de l'internationale à la discipline des catastrophes, la circulation d'une science au cœur de la transnationalisation de la gestion des catastrophes

« En résumé, nous avons besoin de l'aide de tous pour arriver à penser cela et peut-être, pourrions nous préparer un papier avec un résumé utile à faire circuler en vue de la prochaine plate-forme globale de la Stratégie Internationale pour la Réduction des Catastrophes des Nations Unies (ISDR) pour lancer la discussion. George, accepterais-tu de lancer l'écriture d'un papier collectif dans cette ligne ? Je me porte volontaire pour faire partie de l'équipe et voyons qui d'autre parmi les membres de RADIX seraient disposés à nous aider. Il nous faudrait aller par-delà la rhétorique de la volonté politique et intégrer une analyse de ce que c'est [la réduction du risque de catastrophe], avec de brefs cas d'études sur la façon dont elle a pu être mise en place, et des recommandations pour les pays participants, les donateurs, les fondations, les organisations de l'ONU et les organisations internationales qui peuvent s'en saisir pour le développer [...] Cela est bien dit, Dewald ! L'Afrique du Sud est un excellent exemple du type de mesures qui peuvent être prises : des évaluations de performance et des audits. J'espère que nous pourrions accumuler toute une série de tels exemples et les présenter systématiquement à l'ISDR et à d'autres »
RADIX mailing-list, 27/28 octobre 2010 (auteur : Ben Wisner¹)

1 Ben Wisner est un des universitaires les plus renommés dans le domaine des catastrophes, tête de liste de Radix. Les deux autres personnes mentionnées sont également des universitaires réputés : Dewald van Niekerk en Afrique du Sud et George Kent à Hawaï. (Toutes les traductions sont les miennes).

Cet extrait d'un échange entre scientifiques pointe du doigt les enjeux d'une science qui se veut « sans frontières² », la science des catastrophes. Bien que développée dans une démarche académique, l'objectif de cette science est la transformation de l'action politique dans le domaine des catastrophes, aussi bien dans les espaces nationaux dans lesquels elle se développe (Afrique du Sud ici) qu'au niveau international (ISDR), ainsi qu'en témoigne le souci de proposer des recommandations et des bonnes pratiques. Les experts de ce réseau promeuvent une approche « radicale » des catastrophes par les risques et la vulnérabilité des populations en opposition aux approches sectorielles, techniques et réactives. Les visées et appuis de ces savoirs sont multiples (organisations internationales, ONG, gouvernements, universités) et prises dans des boucles de rétro-action où, le premier mode d'action sur les gouvernements est, non pas l'expertise, mais un détour par l'international qui doit participer à l'élaboration et la diffusion de normes. De fait, l'émergence d'un champ d'étude composite autour des catastrophes³ s'inscrit dans l'institutionnalisation d'un « monde des catastrophes⁴ » depuis les années 1990 avec la mise à l'agenda global de ces thématiques, en lien avec la reconfiguration des notions de sécurité, d'humanitaire. Des modèles de réduction des risques et de prévention des catastrophes sont promus par les organisations internationales (ONU, Banque mondiale, Fédération internationale de la Croix Rouge...) et, à partir des années 2000 de nombreux pays les adoptent dans des réformes de leurs dispositifs législatifs. Néanmoins, à l'encontre de ce qui ressemble à première vue à un processus de diffusion de normes et d'outils d'action publique par les organisations internationales ou les pays occidentaux, le cas de cette « internationale » des catastrophes donne à voir un mécanisme de structuration d'un champ de savoirs d'action par des scientifiques et des experts, soulignant par là, le rôle des sciences dans l'élaboration de ces modèles internationaux via l'écriture de rapport, la production d'outils et la circulation de ces idées entre pays. Quel est le rôle de la science dans l'action politique internationale des catastrophes ? Quelles sont les modalités d'action de cette expertise et ses effets sur le cadrage des problèmes ? Plus particulièrement, quel lien existe-t-il entre les ramifications qui prennent racine dans les pays du « Sud » (en Afrique, Asie, Amérique Latine) et qui sont plus orientées vers des approches de sciences sociales en termes de vulnérabilité, et les actions des organisations internationales ?

Les questions que soulève cet exemple renvoient plus généralement au rôle des sciences dans les espaces politiques transnationaux, c'est-à-dire des lieux, des organisations et des acteurs qui développent des actions politiques jouant de l'imbrication de multiples échelles, nationales, internationales, régionales. À quel type de savoirs ont recours les acteurs qui agissent dans ces espaces et comment se répercutent-ils au niveau des États ? De par leur position d'entre-deux scientifique et politique, local et international, les *disaster studies* offrent un cas intéressant pour s'interroger d'une part, sur les mécanismes d'agrégation et de structuration de disciplines élaborées au niveau transnational, et d'autre part, sur la façon dont ces savoirs sont mobilisés à de multiples échelles. En effet, et ce sera la piste suivie dans cet article, on ne peut saisir la spécificité de ces savoirs qu'en articulant les différents niveaux, non seulement en suivant la circulation des experts et des sciences, mais en prenant aussi en compte comment l'élaboration locale de disciplines et le jeu « d'allers-retours⁵ » avec des espaces internationaux s'influencent l'un l'autre. L'argument qui sera

2 Holloway Ailsa, « Crafting Disaster Risk Science: Environmental and geographical science sans frontières », *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, vol. 2, 2009, p. 98-118.

3 Si les acteurs parlent plus volontiers de *disaster science*, *disaster risk science* ou encore de *vulnerability science*, le terme de *studies* a l'avantage de signaler clairement le caractère hétérogène, à l'intersection de plusieurs disciplines, de ce champ de recherche, ce pourquoi nous conservons l'expression anglaise.

4 Revet Sandrine, *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes "naturelles"*, Paris, CERI, coll. Les études du CERI, num. 157, 2009.

5 Schaffer Simon *et al.* (éds.), *The Brokered World: Go-Betweens and Global Intelligence, 1770-1820*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2009, 560p.

développé ici est que la circulation globale des savoirs sur les catastrophes participe à l'institutionnalisation des *disaster studies* comme science d'action publique pour des États au « Sud ». Autrement dit, l'institutionnalisation en discipline s'appuie sur, tout autant qu'elle produit la transnationalisation du domaine des risques et des catastrophes.

Cette réflexion se situe à la croisée de plusieurs champs de questionnement sur le rôle des sciences et des savoirs dans le gouvernement des sociétés. Il s'agit tout d'abord de questionner la spécificité du rôle des savoirs et de l'expertise dans les « espaces transnationaux⁶ ». Si les travaux sur le rôle des sciences dans les formes de gouvernement ont contribué à éclairer les mécanismes de production et de légitimation de l'action publique nationale⁷, tout en portant attention aux circulations⁸, l'usage central de l'expertise et la formation de disciplines au sein des organisations internationales comme mode de diffusion de leur action a moins été souligné, alors même qu'il joue un rôle central dans les effets de modèles de gouvernement aux États⁹.

Ensuite, en prenant pour cas une science qui se déploie dans des espaces transnationaux, l'enjeu n'est pas seulement de suivre les jeux de circulations et de traductions dans la diffusion de modèles d'action publique¹⁰, mais bien de regarder ceux qui, justement, opèrent ce travail scientifique d'élaboration de catégories, de concepts et d'outils qui participent à la définition des problèmes publics à l'agenda des risques et des catastrophes. Les scientifiques sont en effet des « agents de transferts¹¹ » un peu particuliers, qui opèrent un travail de traduction de tendances globales et d'intermédiation à l'instar des courtiers en développement¹², et participent en retour à la constitution de ce même niveau transnational de par leur position de producteurs de connaissances qui circulent. Cette attention aux acteurs¹³ permet de sortir de la bipolarisation entre différents espaces émetteurs et récepteurs, pour saisir les interconnexions et leurs limites¹⁴.

Enfin, de ce précédent point découle la nécessité de « relocaliser¹⁵ » l'étude de la production de savoir au « Sud », en considérant le travail crucial des scientifiques et des centres d'expertises¹⁶, non seulement dans l'intermédiation avec des savoirs de gouvernement internationaux, mais aussi dans l'élaboration de ces savoirs. Plusieurs récents travaux ont invité à reconsidérer¹⁷ le rôle de la science

6 Saunier Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, vol. 4, 57, 2004, p. 110-126.

7 Ihl Olivier et Kaluszynski Martine, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, vol. 102, 2, 2002, p. 229.

8 Payre Renaud, « Le stade de l'expérience. Une incertaine « science communale » et la question de l'institutionnalisation disciplinaire des savoirs urbains », *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 12, 1, 2005, p. 97-116.

9 Pour une exception notable, voir Goldman Michael, *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, New Haven, Yale University Press, 2006, 388p.

10 Dumoulin Laurence et Saurugger Sabine, « Les policy transfer studies : analyse critique et perspectives », *Critique internationale*, vol. n° 48, 3, 2010, p. 9-24.

11 Stone Diane, « Transfer agents and global networks in the transnationalization of policy », *Journal of European Public Policy*, vol. 11, 3, 2004, p. 545-566.

12 Lewis David et Mosse David, *Development brokers and translators: the ethnography of aid and agencies*, Bloomfield, CT, Kumarian Press, 2006, 273p.

13 Hassenteufel Patrick, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol. 55, 1, 2005, p. 113-132.

14 Cooper Frederick, « What is the Concept of Globalization Good for? An African Historian's Perspective », *African Affairs*, vol. 100, 399, 2001, p. 189-213.

15 Raj Kapil, *Relocating Modern Science: Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, 304p.

16 Frederick Cooper et Randall Packard (éds.), *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press, 1998, 361p.

17 Beinart William, Brown Karen et Gilfoyle Daniel, « Experts and Expertise in Colonial Africa Reconsidered: Science and the Interpenetration of Knowledge », *African Affairs*, vol. 108, 432, 2009, p. 413-433; Raj Kapil, *Relocating*

dans les situations coloniales, et par extension post-coloniales, en insistant sur les dimensions d'interpénétration des savoirs, et non seulement de domination par une science « mondiale » qui ne serait qu' « occidentale ». En s'attachant à observer les formes d'élaboration des savoirs, il s'agit bien d'explorer la façon dont l'institutionnalisation en discipline s'inscrit dans une trajectoire nationale et prend part à la production de savoirs re-diffusés globalement, tout en restituant les contraintes et les limites de ces déplacements.

Dans cette perspective, la première partie cherchera à retracer les modalités d'émergence et de stabilisation d'une science (sociale) des catastrophes alors que se constitue un « monde » transnational des catastrophes. Puis, l'étude d'un processus local d'académisation des disaster studies en Afrique du Sud permettra de mettre en évidence les modalités d'institutionnalisation d'une discipline à l'articulation entre transformation politique locale et internationale. Ce cas est exemplaire, mais en aucun cas unique : les processus engagés en Afrique du Sud se rapprochent des trajectoires d'autres pays, notamment d'Amérique Latine et d'Asie.

1. L'émergence des *disaster studies* entre réseaux académiques et arènes internationales

Cette première partie vise à retracer le processus d'émergence, de stabilisation puis de diffusion d'une science des catastrophe à l'échelle transnationale autour des notions de risque et de vulnérabilité. Ce faisant, il s'agit de mettre en lumière les mécanismes par lesquels un ensemble de savoirs participent à la constitution d'un domaine d'action politique transnational en matière de gestion des risques et des catastrophes dans les organisations internationales en se constituant en discipline scientifique.

Ce processus de recomposition des champs de savoir autour des catastrophes et son inscription dans des institutions peut se comprendre comme un « mouvement scientifique/intellectuel » à la lumière de la théorie des mouvements sociaux¹⁸. Outre la clarification des étapes de formation d'une discipline sans a priori normatif sur l'aboutissement de ce processus, la dimension de mouvement social, au sens d'« entreprise collective visant à établir un nouvel ordre de vie¹⁹ » est d'autant plus pertinente ici, que ces études scientifiques sur les catastrophes ne s'inscrivent pas seulement dans une logique de contestation intra-académique, mais bien dans l'espace politique des catastrophes sur lequel elles cherchent à agir. Il n'est pas anodin à cet égard qu'un certain nombre d'acteurs aient commencé leur carrière dans l'humanitaire avant d'académiser leur expertise, ou continuent, tout expert qu'ils sont, à colporter des conceptions militantes au sein des organisations internationales. Un deuxième intérêt est d'insister sur l'autonomie relative des mouvements scientifiques par rapport aux organisations internationales, de saisir les dynamiques des mouvements d'idée et leurs traductions dans des organisations internationales. Dans cette perspective, il est possible de distinguer quatre éléments dans l'émergence d'une nouvelle discipline internationale : la contestation par des experts réputés des conceptions dominantes (techniques et naturelles) en matière de catastrophe aboutit à l'émergence de nouveaux champs de savoirs en sciences sociales (1); la structuration d'un monde international des catastrophes va ensuite offrir un réceptacle pour ces nouvelles idées (2) et surtout, faciliter l'accès à des ressources indispensables à la stabilisation de cette discipline émergente (3); enfin, cet espace transnational favorise la structuration de réseaux scientifiques à différentes échelles, réseaux qui constituent autant de micro-mobilisations de scientifiques qui démultiplie l'action transnationale, favorisant son ancrage et sa diffusion (4).

Modern Science, cit.; Schaffer Simon et al., *The Brokered World*, cit.

18 Fricke Scott et Gross Neil, « A General Theory of Scientific/Intellectual Movements », *American Sociological Review*, vol. 70, 2, 2005, p. 204-232.

19 H. Blumer, in Mathieu Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, La Discorde, 2004, 206p.

1.1. Des catastrophes à la vulnérabilité : l'émergence et les reconfigurations d'un champ de recherche.

L'apparition d'un champ de savoirs autour des catastrophes dans les sciences sociales à la fin des années 1980 est le fruit d'un processus tâtonnant de contestations des idées, des experts et des approches dominantes des organisations internationales et des gouvernements en matière de catastrophes naturelles et d'aide humanitaire. Ce mouvement germe à l'interface entre des enjeux scientifiques, militants et praticiens, ce qui va marquer durablement son orientation.

La thématique des catastrophes émerge progressivement sur l'agenda global à partir des années 1970 au carrefour de plusieurs évolutions : risques, environnement, crises humanitaires. Au niveau international, cette préoccupation se traduit en 1971 par la création de l'UNDRO (United Nations Disaster Relief Organisation), chargée de coordonner l'aide humanitaire en temps de catastrophes naturelles. À ce moment dominant dans les rapports des organisations internationales l'expertise des ingénieurs civils, développeurs urbains, sismologues, dans une approche technique des phénomènes météorologiques, sismiques et volcaniques. Les concepts mobilisés sont ceux d'aléas des événements naturels, de la vulnérabilité des structures techniques et de risque, entendu comme la perte estimée à la suite d'un aléa dans une période de temps donnée. Ces coordinations donnent lieu à une première standardisation internationale des définitions du risque par les scientifiques et experts mobilisés par l'UNDRO²⁰.

Un premier mouvement de remise en cause de cette technocratie émerge aux confins de l'académie, en lien avec des réflexions critiques sur les interventions humanitaires et le sous-développement. Témoin de cette ébullition autour des catastrophes, le lancement de la revue *Disasters* en 1977, plate-forme entre les mondes praticiens, savants et politiques, financée par un think-tank britannique, l'*Overseas Development Institute*. Ainsi un des premiers articles de cette revue est écrit par des chercheurs de l'*Institute for Development Studies* de l'Université du Sussex (Ben Wisner) et du *Disaster Research Centre* de l'Université de Bradford (Phil O'Keefe et Kenneth Westgate) qui cherchent à montrer le rôle des systèmes économiques et sociaux dans la production des catastrophes²¹. Quelques années plus tôt ils publiaient dans *Nature* un article cherchant à déconstruire la « naturalité » des catastrophes²². Ces travaux font écho à ceux de Fred Cuny, expert humanitaire ou d'un Randolph Kent, professeur en relations internationales qui visent à montrer le cercle vicieux des catastrophes et du sous-développement²³. Leurs idées vont jouer un rôle central dans la transformation à venir des pratiques de gestion des catastrophes et la réforme des organisations internationales²⁴. Ce lien originel entre milieu humanitaire et du développement, où se développe des carrières internationales de militants, et la genèse d'une expertise est fondateur de ce champ de recherche : ainsi Ben Wisner avait commencé sa carrière par des études rurales au Mozambique pour participer à l'établissement du socialisme ; en Amérique du Sud, les expertises qui se créent dans les années 1980 sont souvent en lien avec des ONG, telles que Predes, ONG péruvienne œuvrant pour la prévention des catastrophes, fondée par Andrew Maskrey, et l'on verra qu'en Afrique du Sud cela fut également le cas.

20 United Nations, *Natural disasters and vulnerability analysis : report of the Expert Group Meeting (9-12 July 1979)*, Genève, Office of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator, 1980.

21 Wisner Ben, O'Keefe Phil et Westgate Ken, « Global systems and local disasters : the untapped power of peoples' science », *Disasters*, vol. 1, 1, 1977, p. 47-57.

22 O'Keefe Phil, Westgate Ken et Wisner Ben, « Taking the naturalness out of natural disasters », *Nature*, vol. 260, 4, 1976, p. 566-567.

23 Cuny Frederick, *Disasters and Development*, New York, Oxford University Press, USA, 1983; Kent Randolph, *The Anatomy of Disaster Relief: The International Network in Action*, London, New York, Frances Pinter, 1987, 201p.

24 Van Niekerk Dewald, « From disaster relief to disaster risk reduction: a consideration of the evolving international relief mechanism », *TD: The Journal for Transdisciplinary Research in Southern Africa*, vol. 2, 2, 2008, p. 355-376.

Ce mouvement d'idée est soutenu par un intérêt croissant à partir de la fin des années 1970 dans diverses sciences sociales (géographie, sciences environnementales, public management, sociologie, santé publique, etc), qui manifestent leur insatisfaction à l'égard de telles approches et invitent à tenir compte du « facteur humain » dans la construction de catastrophes qui ne sont pas « naturelles ». Cette montée en puissance apparaît clairement avec la parution en 1994 du livre de Piers Blaikie, Terry Cannon, Ian Davis et Ben Wisner, *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*²⁵. S'inspirant d'une économie politique marxiste, ils participent à la redéfinition de la vulnérabilité comme étant celle de la population et résultant d'une interaction entre environnement et conditions sociales. Le modèle qu'ils développent reprend l'idée d'un potentiel de destruction, mais ancre les effets des catastrophes dans des « causes profondes » et des « pressions dynamiques » sur l'environnement, soulignant le rôle des processus sociaux de longue durée dans la production de la pauvreté et de la vulnérabilité face aux catastrophes. Cette approche, synthétisée en une formule passe-partout, *risque = aléa x vulnérabilité*, a permis d'introduire une dimension sociale dans une question jusqu'alors appréhendée par le prisme de l'urgence et de la technique. Ainsi le rôle des inégalités ou la construction sociale des risques ont été mis en avant comme causes premières des catastrophes.

Le premier effet de cette recomposition, lié à la fois à l'engagement politique et aux nouvelles idées promues, est la constitution d'une cause des catastrophes, avec la mise en visibilité des inégalités sociales et du sous-développement comme facteurs principaux des catastrophes. L'alerte est notamment rendue possible par l'amélioration des méthodes d'évaluation du nombre de catastrophes et de leurs effets, grâce à la base de donnée EM-DAT, du Centre de Recherche sur l'Épidémiologie des Catastrophes (Université de Louvain, Belgique) créée en 1988. Bien que l'interprétation de ces chiffres soit sujette à controverse dans les études sur les catastrophes (la hausse du nombre de catastrophes résulte-t-elle d'un biais des méthodes, d'une hausse avérée des aléas ou d'une plus grande fragilité de l'environnement qui démultiplie les effets d'un événement catastrophique ?), la production de ces données permet de mettre en visibilité la thématique, de produire des effets de dramatisation en soulignant la concentration des effets néfastes des catastrophes dans les pays en développement.

Les effets sur la structuration d'un champ de savoir sont plus incertains : si un champ d'études sur catastrophes devient visible, il demeure hétérogène et traversé par de multiples tensions²⁶ : ainsi, un universitaire tirant le bilan des transformations des deux décennies précédentes dénonce au milieu des années 1990 « l'échec de l'émergence d'un domaine scientifique cohérent à partir de la profusion de disciplines qui ont un pied dans l'étude des catastrophes » et le « manque d'approches holistiques qui traitent les aléas, les risques et les catastrophes comme phénomènes intégrés²⁷ ». En creux, il souligne le rôle croissant des sciences sociales dans leur capacité à proposer des approches globales qui va se confirmer dans la décennie qui suit. Ainsi les *disaster studies* se constituent en champ hétérogène, où co-existent de multiples approches. Malgré tout, la structuration du domaine en vingt ans est notable ainsi que suggère l'existence d'une communauté caractérisée par un fort degré d'interconnaissance, tout comme l'émergence d'une approche par les sciences sociales.

1.2. La structuration internationale d'un monde des catastrophes

Le paradigme de la vulnérabilité qui émerge à la fin des années 1980 va trouver une caisse de

25 Blaikie Piers, Cannon Terry, Davis Ian et al., *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, London, Routledge, 1994, 471p.

26 Revet Sandrine, *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes "naturelles"*, cit.

27 Alexander David, « The Study of Natural Disasters, 1977-1997: Some Reflections on a Changing Field of Knowledge », *Disasters*, vol. 21, 4, 1997, p. 284-304, p. 297-298.

résonance dans les arènes des organisations internationales dans les années 1990. En effet, les thématiques environnementales émergent dans les organisations internationales (le Groupement intergouvernemental sur les évolutions climatiques est créé en 1988), et au même moment de nouvelles notions de sécurité apparaissent. Les approches par la vulnérabilité se rapprochent également de la thématique par des moyens de subsistance (*livelihoods*)²⁸, promue par le *Department for International Development* du gouvernement anglais, en lien avec les travaux d'Amartya Sen sur la famine qui va contribuer au rapport sur la sécurité humaine en 1994, promouvant la sécurité des populations avant celle des États²⁹. L'émergence de la thématique des catastrophes s'inscrit donc dans un contexte qui la dépasse largement et qui va l'amplifier.

Le monde des catastrophes va se structurer au cours des années 1990 qui sont déclarées par l'ONU, Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles (IDNDR). L'institutionnalisation de cette thématique va permettre la mise en place d'un discours global prônant un changement de paradigme de l'urgence à la prévention des catastrophes, et se diffusant largement des organisations internationales aux gouvernements, qui adoptent depuis les années 2000 des réformes de leurs dispositifs législatifs en matière de gestion des catastrophes. Ce processus est complexe et porté par de multiples acteurs aux intérêts souvent contradictoires (environnementalistes, militaires, humanitaires...). Bien qu'il trouve de nombreuses ramifications au Nord³⁰, son institutionnalisation au sein des organisations internationales (Banque Mondiale, organisations onusiennes, Fédération Internationale de la Croix-Rouge...) est cependant orientée vers les pays du Sud, avec la promotion d'approches par la vulnérabilité, focalisées sur la pauvreté et le développement, orientations qui se sont traduites par l'adoption de ces concepts de la Colombie à l'Afrique du Sud, en passant par le Sénégal ou l'Inde. La Décennie aboutit à la création en 1999 d'une plate-forme onusienne spécialisée sur cette question, l'*International Strategy for Disaster Reduction* (ISDR) qui va pérenniser la thématique de la réduction du risque de catastrophe en l'inscrivant dans une organisation. L'ISDR n'est cependant qu'un secrétariat, disposant de peu de ressources, et qui fonctionne sur un système de partenariats avec pas moins de 15 institutions universitaires, 29 organisations non-gouvernementales, 46 organisations des Nations-Unies, 35 organisations internationales et 60 réseaux que l'ISDR tente de structurer en réseaux globaux de la société civile, des universités, des médias ou des gouvernement locaux.

Dans cette institutionnalisation, le rôle des scientifiques est essentiel dès ses origines, ainsi que le souligne Sandrine Revet³¹ : le projet de la décennie est porté à l'origine par des scientifiques américains, et les premières déclarations (de Tokyo en 1989 et Kyoto en 1994) insistent sur le rôle des sciences, le transfert de technologies. Néanmoins, la diffusion de la thématique des catastrophes et son inscription dans des organisations chargées de question de développement vont participer progressivement au cours de la décennie à l'adoption des nouvelles approches promues par les sciences sociales. En témoigne, l'abandon du qualificatif « naturel » au sortir de la décennie et à la création de l'ISDR, abandon qui peut être lu comme un signe de la progression des concepts des sciences sociales qui, dix ans auparavant, avaient dû se plier lorsqu'avait été choisi le nom de la Décennie, et qu'avait été préféré le terme catastrophes naturelles, sans même de guillemets³².

28 Sanderson David, « Cities, disasters and livelihoods », *Environment and Urbanization*, vol. 12, 2, 2000, p. 93 -102.

29 Gros Frédéric, Castillo Monique et Garapon Antoine, « De la sécurité nationale à la sécurité humaine », *Raisons politiques*, vol. 32, 4, 2008, p. 5.

30 Pour ne donner que quelques exemples, de telles principes se retrouvent sous diverses formes dans les mécanismes communautaires de protection civile, la modernisation de la loi sur la sécurité civile de 2004 en France ou les réorganisations de la défense civile américaine autour du *Department for Homeland Security* depuis 2001.

31 Revet Sandrine, *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes "naturelles"*, cit.

32 Sources : Archives de SADRA, University of South Africa. Dans un compte-rendu de réunion, Kenneth Westgate exprime son regret de la focalisation sur les catastrophes naturelles, qui ne tient pas compte pour lui des réalités des pays en développement.

1.3. Sciences et organisations internationales des catastrophes

Quel est le lien entre cette diffusion dans les instances internationales d'un modèle de gestion des risques et des catastrophes et les promoteurs scientifiques de telles approches ? En quoi la structuration internationale s'appuie sur l'émergence d'une discipline ?

Tout d'abord, du point de vue des scientifiques, l'institutionnalisation internationale va permettre d'accéder à des ressources essentielles pour stabiliser un domaine qui, dans les années 1980, était émergent, à l'ancrage limité dans l'université. La première ressource dont vont profiter ces experts est financière, que ce soit au travers de consultance, d'écritures de rapport ou pour certains, d'emplois au sein de ces organisations, ou par l'obtention de financements de projets académiques en tant que tel, en particulier par USAID, l'Agence américaine de développement, qui finance notamment des centres locaux de recherche sur les catastrophes. Enfin, l'accès aux ressources est également rendu possible par des projets communs, interface favorisant la production d'instruments d'action : par exemple Proventium Consortium, financé par la Banque Mondiale et hébergé par la Fédération Internationale de la Croix Rouge, a soutenu des workshops et la production d'études de cas pour développer des méthodes participatives d'évaluation des risques par les scientifiques (parmi lesquels Ben Wisner et Ailsa Holloway), méthode ensuite re-diffusée dans la communauté académique³³.

Ces espaces internationaux fournissent également des lieux d'interventions et de diffusion des idées au travers des comités d'experts tels que le Comité scientifique et technique de l'IDNDR, puis de l'ISDR, ou de plate-formes globales inter-disciplinaires. La participation à ces instances favorise de fait la diffusion des approches que promeuvent les tenants des *disaster studies*, ainsi qu'en témoigne l'adoption dans les années 2000 du modèle de vulnérabilité développé par Blaikie, Wisner, Cannon par la Croix Rouge et, en partie par l'ISDR.

À l'inverse, ces experts constituent également des ressources pour les organisations onusiennes. En effet, des organisations telles l'ISDR sont faibles, dans la mesure où elles disposent de peu de moyens de coercitions pour mener leurs actions, et sont en concurrence les unes avec les autres ; ainsi l'établissement d'un secrétariat sur les catastrophes est perçu comme une menace par des organisations établies sur des thématiques proches telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement ou l'Organisation pour la Coordination des Affaires Humanitaires. Dans ces organisations bureaucratiques, l'usage de l'expertise participe à une tentatives d'asseoir sa domination sur la maîtrise de savoirs experts³⁴ et des méthodes « scientifiques », par la création si nécessaire leur propre discipline. L'expertise est une diplomatie à moindre coût pour l'ISDR ou d'autres. Ainsi, le besoin d'expertise favorise la structuration d'une discipline des catastrophes.

La production des rapports internationaux est révélatrice de cet usage de l'expertise comme ressource. Les principaux rapports du domaine ont en effet été rédigés par les principaux scientifiques porteurs de ces approches en termes de vulnérabilité. Le premier et important rapport de l'ISDR, *Vivre avec le risque*³⁵ est rédigé à partir de contribution régionales de centre de recherches du Sud : le *Disaster Mitigation for Sustainable Livelihoods Programme* de l'Université du Cap en Afrique du Sud, l'*Asian Disaster Preparedness Centre*, et trois centres pour l'Amérique latine et les Caraïbes. À ces contributeurs régionaux, s'ajoutent une longue série d'experts, parmi lesquels Ailsa Holloway, et Dewald Van Niekerk (Afrique du Sud), Ben Wisner, Mark Pelling, Allan

33 Pelling Mark, « Learning from others: the scope and challenges for participatory disaster risk assessment », *Disasters*, vol. 31, 4, 2007, p. 373-385.

34 Barnett Michael et Finnemore Martha, *Rules For The World: International Organizations In Global Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, 226p.

35 International Strategy for Disaster Reduction, *Living with Risk. A global review of disaster reduction initiatives*, Genève, United Nations, 2002.

Lavell (d'un réseau sud-américain, La Red). Les mêmes auteurs se retrouvent dans un autre important rapport, édité celui-là par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) : *Reducing disaster Risk : A challenge for development*³⁶ dont l'équipe éditoriale se compose de quatre auteurs dont Mark Pelling, Andrew Maskrey (du réseau La Red) et le comité consultatif de Ailsa Holloway, Ben Wisner, de deux représentants de La Red, de Kenneth Westgate. Or, comme le fait remarquer Vincent Gayon à propos de l'écriture collective de rapport dans une organisation internationale « la forme rapport [...] est donc autant support de savoirs et opérateur d'institutionnalisation pour l'Organisation qu'instrument de légitimation pour les gouvernements qui s'en prévalent³⁷ ». Les promoteurs des *disaster studies* sont donc non seulement des relais puissants des organisations, mais inversement, ils ont tout intérêt à la reprise, même partielle, de leur travaux par ces organisations qui rend légitime des approches encore récentes et sous la concurrence d'autres savoirs. Les experts font partie d'un dispositif de relais et d'intéressement qu'ils contribuent eux-même à mettre en place, sans qu'ils se confondent pour autant avec les intérêts de ces organisations.

1.4. Les internationales scientifiques des catastrophes

Si les effets des discours globaux ne sont jamais évidents pas plus qu'uniformes, il faut cependant souligner le rôle des espaces intermédiaires qui favorisent la connexion entre le « global » des organisations internationales et les espaces nationaux. La création de cet espace transnational contribue effectivement à l'émergence de réseaux régionaux ou transnationaux de scientifiques autour des catastrophes qui constituent des espaces relais, intermédiaires de mobilisations locales et de socialisation, lieu de circulation des idées qui ont permis de connecter des réflexions émergentes et de les intégrer dans un domaine d'études.

De tels réseaux existent tout d'abord à un niveau continental où ils jouent un rôle central de catalyseur des recherches sur les catastrophes. Trois réseaux ont ainsi émergé au cours des années 1990 en Asie, en Amérique Latine et en Afrique, qui ont permis de structurer et coordonner, voire d'initier, des initiatives locales alors intégrés dans des programmes de recherche continentaux. En Amérique Latine, La Red (Réseau d'études sociales sur la prévention des catastrophes), créé en 1992 autour du mot d'ordre « les catastrophes ne sont pas naturelles »³⁸ a permis de fédérer un vaste champ d'étude en sciences sociales sur les risques et les catastrophes. En Asie, l'*Asian Centre for Disaster Preparedness*, est créé dans un institut de technologie en Thaïlande en 1986, sous l'impulsion de l'UNDRO, avant de devenir une ONG indépendante promouvant la réduction du risque de catastrophe, via notamment de nombreux programmes de recherche et des partenaires tels que Duryog Nivaran, réseau créé en 1995 qui promeut les connaissances indigènes et la réduction des vulnérabilités. Enfin, en Afrique australe, le réseau Peri-Peri, créé à l'université du Cap en Afrique du Sud en 1996 initie de nombreuses recherches et partenariats, notamment universitaires pour développer la réduction du risque de catastrophes en Afrique. En dépit de la similitude dans les orientations de recherche et dans les conditions d'émergence, il est notable que ces réseaux se soient développés de façon indépendante avant de s'interconnecter dans la deuxième moitié des années 1990³⁹, en partie grâce à des financements de USAID et un travail d'intermédiation par la circulation de chercheurs centraux tels que Ben Wisner qui collabore régulièrement avec les membres de La Red et de Peri-Peri (ainsi, les royalties du livre de Blaikie et al. *At risk*, sont reversées à ces trois

36 United Nations Development Programme, *Reducing Disaster Risk, A Challenge for Development.*, New York, 2004.

37 Gayon Vincent, « Un atelier d'écriture internationale : l'OCDE au travail. Eléments de sociologie de la forme "rapport" », *Sociologie du Travail*, vol. 51, 3, 2009, p. 324-342.

38 Revet Sandrine, *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes "naturelles"*, cit.

39 Je remercie Sandrine Revet de m'avoir souligné ce point.

réseaux).

Ensuite, ensuite, ces espaces internationaux facilitent la circulation et le fort degré d'interconnaissance dont témoignent les co-publications régulières dans des revues universitaires⁴⁰, des livres⁴¹, qui servent de manifeste ou de ré-exploitation universitaire de projets de réduction des risques de catastrophes. Ces réseaux sont parfois plus internationalisés, mais moins formalisés, comme dans le cas du réseau RADIX, créé en 2001, dans la continuation de la Décennie Internationale afin de conserver un espace de discussion autonome.

Ainsi la constitution d'une science des catastrophes comme discipline apparaît comme le résultat d'un mouvement de contestation à la fois scientifique et politique, qui s'appuie sur la transformation du contexte et les changements de politiques des organisations internationales en matière de catastrophe. Mais comme l'a clairement montré ce dernier point, l'ensemble des nébuleuses scientifiques s'internationalisent de façon autonome, circulent et voient leurs idées ré-appropriées, en parvenant à faire inscrire les thématiques de la vulnérabilité et des catastrophes, notamment en s'imposant comme acteur central dans les mécanismes de production des savoirs. Ce processus est en autonome mais contraint, ainsi que le pointent les financements internationaux qui abondent le domaine.

En-deça et au-delà de l'usage de savoirs experts par les organisations internationales, il reste à identifier la façon dont ce mouvement de structuration d'une discipline n'est pas que transnational, mais bien comment ces acteurs s'inscrivent dans des contextes locaux qui sont d'autant de mécanismes locaux de renforcement de ce processus (et vice et versa). Ce faisant, il s'agit de cerner les effets de ces déplacements de savoirs entre échelles participe aux dynamiques de gouvernement et d'action publique.

2. Discipliner les catastrophes : l'institutionnalisation des disaster studies en Afrique du Sud (1994 – 2010)

Ainsi que le suggère les mécanismes de diffusion internationale des concepts dans le cas des catastrophes, les experts et les scientifiques jouent un rôle important dans le cadrage et la diffusion des concepts clés du domaine. Cependant, ces interconnexions doivent être saisies également à l'échelle nationale, qui est le lieu où d'inscription des disciplines. En suivant les voies récemment ouvertes de l'historiographie récente à propos des sciences et de la pensée coloniale⁴² il s'agit de sortir du présupposé de la diffusion des modèles à partir d'un international qui n'est souvent qu'occidental, vers le « Sud » et, au contraire de relocaliser leur production afin de montrer la contribution « locale » à des savoirs globaux. En outre, lier un processus de diffusion au niveau local et transnational permet d'interroger le rôle de ces mécanismes d'institutionnalisation locale de savoirs transnationaux dans la transformation des modes d'action publique.

L'Afrique du Sud offre ici un cas intéressant puisque, de par sa situation politique, elle était

40 Bull-Kamanga L, Diagne K, Lavell A., Leon E., F Lerise, H MacGregor, A Maskrey, M Meshack, M Pelling, H Reid, D Satterthwaite, J Songsore, K Westgate, A Yitambe, « From everyday hazards to disasters: the accumulation of risk in urban areas », *Environment and Urbanization*, vol. 15, 1, 2003, p. 193-204; Comfort Louise K., Wisner Ben, Cutter Susan, R. Pulwarty, Kenneth Hewitt, Anthony Oliver-Smith, J. Weiner, M Fordham, W. Peacock, F. Frimgold, « Reframing Disaster Policy: The Global Evolution of Vulnerable Communities », *Environmental Hazard*, vol. 1, 1999, p. 39-44.

41 Pelling Mark et Wisner Benjamin, *Disaster risk reduction: Cases from Urban Africa*, London, Earthscan, 2009, 241p.

42 Chakrabarty Dipesh, *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Princeton University Press, 2000, 324p.

relativement⁴³ coupée de ces processus internationaux jusqu'en 1994, ce qui permet d'identifier clairement le moment et les mécanismes de transformation. En effet, jusqu'au début des années 1990 la gestion des catastrophes relevait de la pratique ; la formalisation de savoirs académique ne s'opère qu'au cours des années 1990 en lien avec la transformation politique et l'ouverture internationale. Ce processus d'émergence et d'institutionnalisation des *disaster studies* peut être qualifié d'académisation, c'est-à-dire d'inscription universitaire de pratiques savantes, de mise en science par des épreuves de certification académique des savoirs. Cela permet d'éviter de qualifier *a priori* ce champ comme discipline, car comme souligné auparavant, les études sur les catastrophes procèdent plutôt par emprunts, tâtonnements et leurs frontières demeurent perméables. Comment ces savoirs experts et militants, issus des mondes de l'humanitaire et du développement, vont devenir des principes d'action politiques « normaux » ? Quels liens existent entre la constitution d'un savoir qui participe à l'action publique en Afrique du Sud et le processus de transnationalisation décrit ci-dessus ? Pour répondre à ces questions, nous suivons tout d'abord le processus d'académisation des disaster sciences avant de spécifier les liens avec l'international.

2.1. L'académisation des catastrophes

Des années 1980 aux années 2000, les catastrophes passent d'un domaine de praticiens de l'urgence à une spécialité universitaire dont l'ambition est de participer au développement de l'Afrique du Sud en promouvant un modèle de réduction du risques de catastrophes. Ce passage de savoirs professionnels aux savoirs scientifiques s'opère dans un double contexte de transformation institutionnelle et d'ouverture internationale. Nous souhaitons montrer ici comment la création d'une nouvelle discipline résulte à la fois d'une synchronie avec les transformations internationales et d'une trajectoire nationale de réforme de la gestion de l'urgence. Cette académisation s'opère en trois temps qui mènent de l'émergence historique de savoirs praticiens en lien avec l'apparition d'une nouvelle fonction au sein de l'État, à leur transformation rendue nécessaire dans le cadre de la transition démocratique et amenant à la création des premiers programmes de formation en *disaster management* en lien avec les évolutions internationales qui ont alors cours. Enfin, l'inscription académique se pérennise par la création de *disaster centre*, plate-forme de recherche, d'expertise et d'enseignement.

L'émergence de savoirs praticiens de « défense civile »

Un retour vers le passé s'impose afin de distinguer la spécificité de l'émergence de savoirs académiques sur les catastrophes par rapport à la période qui précède et, de mettre clairement en évidence ce que « l'international » fait au « national ». Un deuxième intérêt est de montrer comment, ce qui relève à un moment donné d'une « importation » de modèles, de savoirs et de techniques internationales, s'inscrit dans une trajectoire institutionnelle nationale d'émergence de la gestion de l'urgence⁴⁴, de la formation (puis transformation) d'un nouveau champ d'action bureaucratique.

La gestion des catastrophes prend ses origines dans la défense civile, apparue au moment de la Seconde Guerre Mondiale avec l'importation d'Angleterre de techniques de protection de la population lors des raids aériens auxquels se préparent l'Afrique du Sud. Cette fonction nouvelle, qui

43 « Relativement » en raison de son exclusion des instances internationales, ce qui ne veut pas dire que l'Afrique du Sud était complètement isolée.

44 Le développement de la défense civile en Afrique du Sud s'opère de façon parallèle à ce qui se passe dans d'autres pays, aussi bien chronologiquement qu'en termes de méthodes mises en place et ce, notamment, aux États-Unis (cf. Collier Stephen J et Lakoff Andrew, « Distributed preparedness: the spatial logic of domestic security in the United States », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 26, 1, 2008, p. 7 – 28.).

visé à protéger les populations civiles en situation d'urgence restera cependant moribonde jusqu'au *Civil Protection Act* de 1977, qui va systématiser l'organisation locale des secours en période d'urgence, à un moment où la situation de conflit interne et de contestation de l'Apartheid s'amplifie, et que l'État a à cœur de protéger la population blanche. La défense civile consiste alors en une pratique floue, orientée vers la gestion de l'urgence (premiers secours, scénarios d'évacuation), qui emprunte aux professions voisines (pompiers, ambulanciers, militaires, métier de sécurité). Peu de spécialistes existent à ce moment, la défense civile reposant largement sur la formation de corps de volontaires dans la population civile.

Des tentatives de professionnalisation apparaissent au début des années 1980 qui vont entraîner une première formalisation des savoirs de l'urgence. La création d'une association professionnelle (*Civil Defence of South Africa*) donne lieu en 1985 à la première conférence professionnelle, au cours de laquelle ressort la nécessité de développer des formations pour les hommes du métier. Dès 1986 des cours de « Management en défense civile » voient le jour à l'*Institute of Criminology* de l'Université d'Afrique du Sud (UNISA), institution spécialisée dans l'enseignement professionnel à distance. Un premier manuel paraît à cette occasion, dont les auteurs sont essentiellement des praticiens, et qui consiste en un guide pratique de la défense civile (gestion de l'urgence, « motivation », finance, relations publiques, communication en situation de crise...) ⁴⁵. La formalisation de ces savoirs dans un cursus universitaire s'inscrit donc en premier lieu dans un processus de formation d'un groupe professionnel au sein de l'État sud-africain. Si la démocratisation va bouleverser les objectifs politiques de ce corps étatique qui, dans les années 1980, gère les « catastrophes » politiques que sont les « émeutes » et le « terrorisme » de la contestation anti-apartheid, il n'en demeure pas moins une continuité dans le développement d'un souci étatique de l'urgence, et une dynamique professionnelle qui prépare l'académisation à venir.

La science des catastrophes, entre projet démocratique et conjoncture internationale fluide

La période de transition démocratique, entre 1992 et 1994, va amener la transformation de la défense civile en gestion des catastrophes, ainsi que le projet parallèle de constitution de *disaster studies* en Afrique du Sud. Le point de départ de l'académisation est donc un projet politique qui germe à l'interface d'enjeux humanitaires, politiques et de développement avant de prendre son autonomie comme projet scientifique.

Comme à l'international, le projet d'une science des catastrophes émerge sur le terrain politique d'une crise humanitaire (une sécheresse qui frappe l'Afrique australe en 1992 ⁴⁶), qui va favoriser l'émergence de nouvelles idées et la circulation d'experts promoteurs de la réduction des risques de catastrophes. À la suite des forums mis en place à cette occasion qui réunissaient des acteurs associatifs, étatiques, humanitaires internationaux, scientifiques, une association est créée, la *Southern Africa Disaster Relief Agency* (SADRA) qui a pour but de mobiliser les différents acteurs politiques concernés et les membres de la profession et, de promouvoir la gestion des risques de catastrophes en prévision de la transition démocratique qui s'annonce. Cette ONG est portée par une militante haut placée de l'*African National Congress*, membre de la Commission Démocratique pour l'Afrique du Sud et future députée, qui va se porter en relais politique de la réduction des risques de catastrophe. Le projet politique vise à (re)former les corps de la bureaucratie de la nouvelle république encore à venir en introduisant la gestion des catastrophes comme modèle d'action devant remplacer les savoirs praticiens des hommes de l'urgence de l'apartheid, ainsi qu'à

45 Van der Westhuizen Jacob, *Management course in Civil Defence*, Pretoria, University of South Africa, 1986.

46 Holloway Ailsa, « Drought emergency, yes...drought disaster, no: Southern Africa 1991-93 », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 14, 1, 2000, p. 254-276; Vogel Coleen et Drummond J. H., « Dimensions of drought: South African case studies », *GeoJournal*, vol. 30, 1, 1993, p. 93-98.

préparer le changement politique par la préparation de textes de lois et l'introduction de nouvelles normes⁴⁷.

Cette transformation politique s'appuie fortement sur un projet éducatif et scientifique. Tout d'abord, le recours à des connaissances scientifiques établies en normes internationales constitue un gage de crédibilité pour un parti qui a encore à rassurer sur sa capacité à gouverner : ainsi l'envoi d'experts sud-africains en 1994 à la conférence de l'IDNDR qui se tient à Kyoto permet de souligner que les objectifs politiques de développement (et de protection des vulnérables face aux catastrophes) projetés par l'ANC convergent tout à fait avec les normes internationales. En outre, SADRA, pour établir son action, développe un partenariat avec une université technologique d'enseignement professionnel à distance, le Technikon SA, en vue de créer un programme de formation à la gestion des catastrophes. La mobilisation des enseignants comme promoteurs d'une nouvelle vision de la prévention des catastrophes en lieu et place permet de tenter de neutraliser un enjeu alors hautement politique (la prévention des catastrophes impliquant une action en faveur des populations vulnérables « auparavant désavantagées » sous le régime de l'apartheid) et de tenter de désamorcer les oppositions de l'administration encore en place⁴⁸. Les universitaires forment à ce moment un dispositif de relais et d'intéressement au service d'un mouvement de réforme politique :

« Nous étions le 'front' pour ce qu'ils [SADRA] voulaient vraiment faire, mettre en œuvre la gestion des catastrophes. Et c'est ce que nous faisons, négocier avec le gouvernement, les professionnels. Nous étions très impliqués dans l'écriture de recommandations pour les comités, pour les politiques publiques. Petit à petit, nous avons réussi à impliquer d'autres personnes, c'est pourquoi nous organisons toutes ces conférences pour capter leur intérêt et expliquer ce que c'était » *Entretien, ancienne enseignante en disaster management au Technikon SA (UNISA), Novembre 2009.*

L'introduction de la gestion des catastrophes comme modèle d'action publique doit à ce moment beaucoup au recours à l'expertise internationale. Tout d'abord, la transition en Afrique du Sud a pour effet d'attirer les regards extérieurs et les experts⁴⁹, tout comme l'ouverture (transitoire) rend leur intervention possible. Deux exemples centraux illustrent les effets de socialisation intellectuelle induit par cette circulation. Le premier est celui d'Ailsa Holloway, arrivée en Afrique du Sud en tant que *regional disaster adviser* pour la Croix-Rouge au moment de la sécheresse, est une spécialiste des catastrophes, docteur en santé publique, qui a participé à la rédaction de la première contribution de l'Organisation Mondiale de la Santé à la Décennie internationale pour la réduction des catastrophes naturelles, avant de sillonner la planète de crise humanitaire en crise humanitaire. Dans les forums de gestion de crise ou dans les réunions de SADRA, elle milite au côté d'une géographe sud-africaine, pour une approche favorable à la réduction des risques de catastrophes. Son travail politique permet de sensibiliser les acteurs politiques de l'ANC, dont la fondatrice de SADRA, sensibles à l'argument de la vulnérabilité des populations et du développement. Un autre cas est celui de Ben Wisner, dont le rôle est déjà apparu à plusieurs reprises, qui arrive dans le pays dès 1994 et lance un programme de recherche sur les inondations à Alexandra, un quartier informel de Johannesburg. Il rencontre alors la plupart des acteurs mobilisés dans la transition démocratique dans le secteur des catastrophes (les experts sud-africains et les membres de SADRA notamment)⁵⁰, et tire de cette expérience plusieurs articles qui participent à la construction d'un programme de

47 Sources : Archives de SADRA, University of South Africa (archives privées).

48 La transition négociée en Afrique du Sud a impliqué de conserver en place les structures étatiques et les fonctionnaires.

49 Klug Heinz, *Constituting democracy: law, globalism and South Africa's Political Reconstruction*, Cambridge University Press, 2000, 292p.

50 Wisner Ben, « The reconstruction of environmental rights in urban South Africa », *Human Ecology*, vol. 23, 2, 1995, p. 259-284; Wisner Ben, « Bridging "expert" and "local" knowledge for counter-disaster planning in urban South Africa », *GeoJournal*, vol. 37, 3, 1995, p. 335-348.

recherche global sur les catastrophes. Ces deux exemples soulignent le rôle de quelques connexions clés et la circulation des idées dans une phase de reformulation des politiques publiques, laissant une fenêtre d'opportunité très ouverte pour les experts alors en place, qui leur permettra de rédiger les *Disaster Management Green Paper* (1996) et *White Paper* (1998).

Enfin, l'expertise internationale intervient plus directement dans la création du programme de formation en gestion des catastrophes au Technikon SA, dont le *design* est largement dû à Kenneth Westgate, directeur du *Cranfield Disaster Centre*⁵¹ au Royaume-Uni. Ce qui sera le programme académique le plus durable en Afrique du Sud a été à son origine très largement façonné par les standards académiques internationaux du moment : il reprend tel quel le « Programme pour la formation à la gestion des catastrophes⁵² », premier manuel de formation développé à l'international par le PNUD en 1991. Ce cours a été réalisé par des scientifiques du *Disaster Management Centre* de l'Université de Wisconsin-Madison aux États-Unis⁵³, en collaboration avec les experts humanitaires militants (Fred Cuny et Randolph Kent)⁵⁴. Le programme sud-africain est ainsi accrédité par l'Université du Wisconsin ainsi que par Cranfield ; plusieurs sud-africains identifiés comme acteurs clés (dont les enseignants du programme du Technikon) sont envoyés à Cranfield pour des formations de six mois. Dès sa première année, le programme compte 300 à 400 inscrits, émanant de différentes professions.

Ainsi, le passage à la gestion des catastrophes est concomitant d'une formalisation académique des savoirs mobilisés dans cette pratique. Et, même si au départ, le projet politique utilise l'académisation comme relais et appuis, les connexions établies à ce moment entre science et politique, et avec les mondes internationaux des catastrophes posent les fondations de la sédimentation à venir et de l'autonomisation de la recherche sur les catastrophes.

La création de *disaster studies centre* : stabilisation, diffusion et ancrage.

L'inscription académique des savoirs sur les catastrophes ne va cependant s'ancrer de manière stable et durable qu'avec la création de centre de recherches qui vont leur permettre de devenir une science, validée par des épreuves de certification académique. Cette institutionnalisation s'avère centrale non seulement pour l'académisation qu'elle produit en instituant des laboratoires de recherches qui s'imposent comme producteurs de savoirs légitimes pour l'action publique dans leur pays, mais aussi parce que précisément ces lieux constituent d'autant des opérateurs de grandes tendances qui se jouent au loin⁵⁵, en créant d'autant de micro-mobilisations locales. Cette remarque rejoint les intuitions pionnières de Randall Packard et Frederick Cooper⁵⁶ dans leur ouvrage sur les sciences sociales et le développement, qui insistaient déjà sur le rôle central (et souvent méconnu) de ces experts et centres de recherches « locaux » dans la production et la dissémination des savoirs par leur capacité à choisir, adapter, re-travailler un modèle mais aussi, innover et re-diffuser des idées, faisant d'eux des intermédiaires actifs des empires coloniaux et des ingénieries du développement.

Du premier programme en gestion des catastrophes à la transformation progressive de l'architecture

51 Ken Westgate fait partie des quelques experts scientifiques qui ont joué un rôle fondateur dans la structuration des *disaster studies*; il a co-écrit avec Ben Wisner dans les années 1970 des articles qui ont fait date, avant d'arriver à Cranfield, puis de travailler au PNUD.

52 <http://www.reliefweb.int/rw/rwt.nsf/doc209?OpenForm&query=1&cat=UN%20Disaster%20Management%20Training%20Programme>

53 Créé en 1982, le DMC de UW-Madison est un programme international à destination des pays en développement.

54 Voir ci-dessus.

55 Latour Bruno, *La science en action. introduction à la sociologie des sciences.*, Paris, La Découverte, 1989, 664p.

56 Cooper Frederick et Packard Randall, *International Development and the Social Sciences*, cit., p. 27-28.

institutionnelle (le *Disaster Management Act* sera finalement adopté en 2003), la transformation des cursus et des recherches va fournir les moyens d'ancrage et de stabilisation des études sur les catastrophes. Deux étapes peuvent être distinguées : la première période s'étend jusqu'au tournant des années 2000 et s'inscrit dans la continuation des premiers programmes académiques de formation professionnelle à la gestion des catastrophes, avant que ne s'opèrent une division plus poussée entre enseignement professionnel et académique, et une la spécialisation des centres de recherche. Les trois trajectoires des principaux centres en *disaster studies* permettent d'illustrer ce processus d'académisation.

La première trajectoire émane du premier programme fondé au Technikon SA : l'enseignant en charge des cours à la fin des années 1990, Dewald Van Niekerk, « frustré⁵⁷ » de voir le décalage entre le *package* de connaissances internationales qu'il doit enseigner et le contexte sud-africain, ainsi que le retard du programme onusien par rapport au nouveau champ d'études sur la vulnérabilité, va développer un projet de *Disaster Studies Centre*. À ce moment, les universités sud-africaines traversent une turbulente phase de réorganisation liée à la démocratisation du pays⁵⁸; son projet ne trouve pas alors sa place au Technikon SA, en passe de fusionner avec UNISA et qui souhaite s'en tenir à l'enseignement professionnel. L'université du NorthWest lui offre la possibilité de créer un *Africa Centre for Disaster Studies* dans une « School of Public Management ». Dans un premier temps, Dewald Van Niekerk redéveloppe un programme de formation en l'adaptant au contexte sud-africain et en intégrant les nouveaux travaux sur la vulnérabilité, avant de le déléguer à une de ses anciennes étudiantes devenues enseignante dans un institut supérieur de formation à distance, la *Southern Business School*. L'*Africa Centre for Disaster Studies* devient alors principalement un centre de recherche, dont l'offre de formation repose sur un master et un programme doctoral (le seul en Afrique du Sud).

Le second cas est celui du premier *disaster centre* fondé en 1996 par l'une des expertes internationales engagées dans la promotion des politiques de réduction des risques de catastrophes, Ailsa Holloway dont le rôle initiateur a déjà été évoqué plus haut. À son installation dans le pays, elle inaugure un premier programme en gestion humanitaire à l'université du Western Cape, qui se heurte rapidement aux mêmes contraintes que le programme précédent : les savoirs internationaux utilisés ne collent pas au contexte et la focalisation sur l'enseignement professionnel ne donne pas les moyens de développer une activité de recherche. De la même façon, elle se relocalise très vite à l'Université du Cap, où elle fonde un *Disaster Management for Sustainable Livelihoods* (Dimp) dans une école de « sciences géographiques et environnementales ». Le centre consiste également en une plate-forme mêlant consultance, recherche et enseignement « post-graduate » dans un esprit inter-disciplinaire.

Enfin, le dernier centre, plus tardivement créé, est le *Disaster Management Training and Education Centre* (Dimtec) à l'Université du Free State. Sa fondation intervient en 2003 après la participation de son créateur à la réforme législative qui laisse voir le besoin de former des spécialistes. Ce programme est quant à lui installé dans un département d'économie agricole et combine un programme de formation professionnelle en deux ans orienté sur l'ensemble du continent africain, et un programme plus restreint de master pour quelques étudiants qui vont travailler avec le directeur du centre.

Ces trajectoires illustrent l'ancrage de la science des catastrophes en Afrique du Sud.

57 Entretien, septembre 2009, Potchestroom.

58 Losego Philippe et Goastellec Gaelle, *Nouvelle Afrique du Sud, Nouvelle politique des sciences, Nouvelle politique universitaire*, Cahiers de l'Observatoire n°73, Lausanne, Université de Lausanne, 2008; Mouton Johann, Waast Roland, Boshoff S.C. et al., « Science in South Africa : History and institutions », dans *Science in Africa at the dawn of the 21st century*, Paris, University of Stellenbosch, IRD, 2001, p. 229.

L'institutionnalisation passe premièrement par la relocalisation du savoir, le redéveloppement des savoirs généraux et vagues en des connaissances locales, adaptables. Ensuite, cette installation dans le paysage universitaire joue des contraintes et des opportunités des transformations institutionnelles en cours, tant au niveau de l'université, que de l'action publique dans le domaine des catastrophes et des risques, auxquelles tous ces centres prennent part. Dans deux cas sur trois, les fondateurs des centres ont été très fortement impliqués dans la réforme législative, allant jusqu'à participer à la rédaction des textes législatifs, puis dans sa mise en œuvre. Enfin, la stabilisation s'opère par l'inscription dans des universités généralistes permettant de développer une spécialisation de recherche et d'accéder aux dispositifs d'élaboration et de reproduction de savoirs scientifiques, en particulier par l'accès à des étudiants de master, à du personnel de recherche.

2.2. Circulation, académisation et transnationalisation : des processus convergents et complémentaires

Cette dernière partie cherche à montrer que les modes de l'académisation des études scientifiques des catastrophes les rend fragiles du fait de leur position d'entre-deux, mais que c'est justement cette position qui rend possible la diffusion des modèles de réduction des risques de catastrophes, aussi bien en Afrique du Sud qu'à l'international.

Une discipline de l'entre-deux : interdisciplinarité et expertise

Les *disaster studies* sud-africaines, à l'image du champ global dans lequel elles s'inscrivent, sont traversées par une forte hétérogénéité qui découle de leur ambition inter-disciplinaire et d'action politique dans la gestion des catastrophes.

Tout d'abord, en termes d'identification de champs de recherche, l'ancrage revendiqué est interdisciplinaire, ainsi que le révèle la situation de ces trois centres de recherche en catastrophe dans différents domaines académiques : un appartient à une école de sciences géographiques et environnementales, un autre est situé dans un département d'agronomie et le dernier dans une école de management public. À la question de savoir si les *disaster studies* sont une discipline, les chercheurs revendiquent l'interdisciplinarité comme nécessaire : la considération des éléments sociaux, environnements ou politiques sont tout aussi importants pour comprendre les risques et les catastrophes. Cette interdisciplinarité est même parfois justifiée⁵⁹ par des théories du « Mode 2 » de la science⁶⁰, approches normatives qui prônent l'interdisciplinarité et l'expertise comme les nouveaux modes contemporains du travail scientifique.

Cette perméabilité est aussi responsable d'une fragilité interne dans l'environnement universitaire : les *disaster studies* ont du mal à trouver leur place au sein des universités du fait de leur interface entre recherche et consultance, qui limite leur production purement académique. Cela a pour conséquence une inscription à la marge de l'université qui produit une situation de « chaos »⁶¹ permanent, notamment du fait de la faiblesse des financements : au mieux, l'université fournit les locaux et le salaire du directeur du centre, qui doit ensuite lever les fonds pour payer son personnel administratif, de recherche, voire son propre salaire. Cette instabilité rend précaire la position des chercheurs contractuels, et pousse à la multiplication des opérations de consultance pour assurer les financements du centre, ce qui contribue paradoxalement à renforcer leur marginalité académique

59 Holloway Ailsa, "Crafting Disaster Risk Science: Environmental and geographical science sans frontières", cit.

60 Gibbons, Michael *et al.* *The new production of knowledge. The dynamics of science and research in contemporary societies*, London, Sage, 1994, 179p.

61 Cooper David, « University-Civil Society research relationships: The importance of a 'fourth helix' alongside the 'triple helix' of University-Industry-Government relations », *South African Review of Sociology*, vol. à paraître.

puisque toute leur recherche est produite via des opérations de recherche pour les acteurs publics et les principaux *outputs* consistent de ce fait en rapports de recherche.

Deux stratégies sont alors adoptées. La première consiste à investir massivement l'expertise pour assurer des ressources financières. En conséquence, les missions d'expertise, d'évaluation, de recherche pour les autorités forment la principale forme de recherche académique, au point que la directrice de *Dimp* considère la « fourniture de politiques » comme publication. Toutefois, cette implication ne résulte pas seulement des contraintes du monde universitaire et la quête de ressources, mais est aussi le fruit de l'investissement des experts et universitaires dans la réforme institutionnelle (en particulier Ailsa Holloway a beaucoup contribué à la rédaction du texte de loi, *Disaster Management Act*). De ce fait, les institutions en charge des catastrophes (*National, provincial et local disaster management centre*) doivent mettre en œuvre ces modèles d'action fondé sur la prévention des catastrophes qui ont infusé la législation et des dispositifs, tels que les évaluations de risques et de vulnérabilité, sans souvent avoir les ressources internes en expertises pour le faire. Les universitaires de la science des catastrophes se nourrissent donc de cette importante demande en formation, conseil, expertise pour la mise en œuvre des politiques publiques, ce qui constitue en fait le mode normal de production des savoirs scientifiques⁶².

Une seconde stratégie consiste à renforcer la discipline universitaire, par la mise en place d'activités spécifiquement universitaires telles que les colloques (à Dimtec) ou les conférences (ACDS). Le lien entre visibilité et financement peut s'identifier clairement dans la création en 2006 d'un journal académique à comité de lecture, *Jamba, African Journal of Disaster Studies*. Ce journal, participe à légitimer les études sur les catastrophes, mais vise surtout à stabiliser l'ancrage universitaire de ce champ : en effet, en Afrique du Sud, chaque publication d'un chercheur dans une des revues académiques accréditées par les autorités donne lieu à une subvention substantielle⁶³. Dans un champ de recherche émergent et interdisciplinaire comme celui des *disaster studies*, les possibilités de publications dans des revues reconnues sont restreintes. Créer sa propre revue est donc le meilleur moyen à terme de s'assurer une manne financière à partir de ses activités scientifiques. Pour parvenir à cette fin, *Jamba* reçoit un financement du *National Disaster Management Centre*, afin de rémunérer ses auteurs et de rendre visible la revue par diverses moyens, notamment en attirant des auteurs de renoms (par exemple, le numéro 3 du volume 2, datant de décembre 2009 est un numéro spécial sur les « catastrophes oubliées » édité par Ben Wisner et Jean-Claude Gaillard, géographe français).

La fragilité des *disaster studies* sud-africaines les pousse à la diffusion tous azimuts, les posant en relais entre les mondes transnationaux des catastrophes et espace politique sud-africain. Néanmoins, que ce soit en raison des limites du marché du travail local pour les étudiants ou des financements publics disponibles, ces stratégies de développement internes sont insuffisantes. Une troisième stratégie de stabilisation de leurs ressources consiste alors à se tourner vers l'international.

L'espace transnational des catastrophes : ressource et champ d'action

Les parties précédentes ont cherché à montrer comment les centres de recherche sur les catastrophes contribuent à la démultiplication d'un processus transnational et révélant l'imbrication des différentes échelles. Il s'agit à présent de voir comment cette institutionnalisation dans un espace

62 Disaster Mitigation for Sustainable Livelihoods Programme, *Weathering the storm: participatory risk assessment for informal settlements*, Cape Town, Disaster Mitigation for Sustainable Livelihoods Programme, University of Cape Town, 2008; Disaster Mitigation for Sustainable Livelihoods Programme, *Risk and Development Annual Review. Western Cape 2010*, University of Cape Town, Peri Peri Publications, 2010, 121p.

63 D'un montant variable (autour de 10 000 euros), dont plus des trois quarts vont à l'université, et le reste au chercheur ou au centre de recherche.

national participe en retour à la circulation globale des savoirs, en prenant en compte les effets de *feedback* qui participent à l'auto-entretien du processus de diffusion.

Un premier mode d'action à l'international de ces trois centres de recherche découle de la fragilité de leur position en Afrique du Sud soulignée ci-dessus. Cette position les incite à chercher ailleurs des ressources et des partenaires pour stabiliser et développer leur action. Ainsi, chacun des trois centres décrits a pour horizon, non l'Afrique du Sud, mais le continent Africain au sein duquel ils multiplient les partenariats universitaires. Dimp a créé une extension académique de son réseau Peri-Peri avec entre autres des partenaires sénégalais, tanzaniens, ghanéens, mozambicains afin d'une part de développer des réseaux d'enseignement et de favoriser la création de centre de recherches, et d'autre part de développer des projets de recherche. Dimtec et ACDS sont également engagés dans un processus similaires d'internationalisation : par exemple Dimtec a un partenariat avec l'Université des Nations-Unies pour répliquer son cours dans une université d'Afrique francophone. Une des raisons derrière cette course à l'expansion continental est la possibilité d'avoir accès à des financements conséquents et durables de USAID, qui favorise le développement de coopération par « partenariat » (plutôt que des interventions directes), ce qui fait des sud-africains des « partenaires » idéaux par leur capacité d'intermédiation entre les organisations internationales et l'Afrique. Ainsi, ces centres « locaux » de recherche sur les catastrophes constituent une tentacule de la diffusion transnationale, une porte d'entrée vers le continent africain. Ce développement international, à la fois autonome et favorisé par des organisations internationales montre bien comment les processus de diffusion s'appuie sur, tout autant qu'il nourrit la circulation transnationale des savoirs, dans un jeu subtil de contraintes et d'actions.

Néanmoins, la démultiplication des processus internationaux ne résulte pas que d'une position de dépendance par rapport au financement; l'expertise sud-africaine est également utilisée comme ressource pour agir à l'international. Une première stratégie d'internationalisation consiste à utiliser les expériences accumulées en Afrique du Sud pour les re-diffuser. Par exemple si la réforme législative sud-africaine est souvent citée comme modèle innovant et *best practice* internationale de la gestion des catastrophes, c'est notamment que la plus internationalisée des expertes en Afrique du Sud a très largement contribué à sa rédaction ; à la suite de quoi, elle a rédigé pour une ONG internationale, en collaboration avec un chercheur anglais réputé (Mark Pelling) des *guidelines* et des stratégies pour inclure la réduction du risque de catastrophes dans les législations nationales⁶⁴. L'expertise permet d'extraire et de dé-contextualiser le local pour le faire circuler dans les sphères internationales de la gestion des catastrophes.

Plus généralement, ces acteurs « locaux » sont plus ou moins insérés dans des réseaux transnationaux auxquels ils contribuent et qui constituent des espaces de socialisation et de circulation intellectuelle. Témoin de cette porosité des *disaster studies*, le comité éditorial de *Jambà, African Journal of Disaster Studies*, qui inclut deux consultants sud-africains, un géographe sénégalais, un membre de l'ISDR, un ingénieur algérien, un spécialiste d'économie rurale d'une université sud-africaine, un membre du *National Disaster Management Centre* sud-africain, des spécialistes en *disaster management* d'universités tanzanienne, zambienne, sud-africaine et un représentant du PNUD. Cet exemple souligne comment une stratégie local d'institutionnalisation visant à sécuriser des ressources financières repose sur l'insertion dans des réseaux internationaux. Cette insertion globale des acteurs scientifiques permet de rendre compte de certains développements parallèles entre le monde global des catastrophes et les espaces nationaux par la circulation et les allers-retours de certains individus entre les deux. Un exemple révélateur est celui des stratégies de mises en œuvre de la réduction des risques qui se développent au milieu des

64 Pelling Mark et Holloway Ailsa, *Legislation for mainstreaming disaster risk reduction*, Teddington, Tearfund, 2006, 32p.

années 2000. L'Afrique du Sud qui a déjà adopté un texte de loi allant dans ce sens en 2003 fait déjà face au problème de la mise en œuvre qui s'avère souvent difficile. Dewald Van Niekerk, le directeur de l'ACDS, soutient en 2005 une thèse⁶⁵ visant à créer un « cadre » d'implémentation de la réduction des risques de catastrophe en Afrique du Sud ; la même année l'ISDR adopte le *Cadre d'action Hyogo*⁶⁶ dont l'objectif est également de proposer une stratégie de mise en œuvre de ces modèles. Cette similarité est frappante, et peut certes s'expliquer par des enjeux similaires, mais de façon plus convaincante, la participation de Dewald Van Niekerk au monde des catastrophes permet de comprendre cette connexion : il avait déjà contribué au rapport fondateur de l'ISDR en 2003 et, comme il l'indique en entretien « à ce moment, nous discussions beaucoup avec Terry Jeggle [expert de l'ISDR], et nous réalisons que ce que chacun de nous faisait était très intéressant ». Les organisations internationales se nourrissent des cas particulier, comme l'Afrique du Sud, mais la participation à ces réseaux transnationaux permet également de nourrir le local.

Conclusion

L'institutionnalisation des *disaster studies* s'effectue bien au travers d'un jeu de connections et de boucles de circulation qui montre l'importance du travail d'intermédiation opéré par les experts et les centres de recherche, intermédiaire entre les ingénieries de la gouvernance internationale et les gouvernements. L'étude de l'académisation des *disaster studies* en Afrique du Sud révèle l'interpénétration des savoirs qui résulte de l'appropriation locale d'un modèle globale, et la re-diffusion de ces savoirs locaux.

Le cas étudié ici met également en avant le rôle de la production et l'usage de sciences par les organisations internationales, d'une façon qui n'est pas sans rappeler le rôle des sciences dans la formation des États à la fin du XIX^{me} siècle⁶⁷. Les experts apparaissent ici comme un mode de diffusion central de leur action aux États. Or les *disaster studies* sont autant un mode de connaissance et d'action sur les problèmes sociaux. L'emprise des notions de risques, vulnérabilités et de résilience dans l'action publique contemporaine invite à s'interroger sur les sciences qui portent ces notions et dont les effets sur la reconfiguration des interventions étatiques sont considérables. Les groupes sociaux, qui les véhiculent, portent des modes de connaissances, qui sont transmis via les communautés intellectuelles et le développement d'institutions spécialisées dans la production et la transmission de connaissances à valeur cognitive autant que normative, visant à mettre à l'agenda un certain nombre de problèmes et cadrant également l'espace des solutions possibles. On voit dès lors tout l'intérêt à mener l'étude empirique de ces sciences et expertises internationales contemporaines, modes invisibles de la globalisation, mais qui n'en produisent pas moins des effets politiques importants mais peu discutés

Enfin, l'attention portée à ces réseaux amènent à s'interroger sur les variations de l'international : si le langage de la science est un véhicule global, sa pénétration dans les institutions est variable. Les *disaster studies* dont il a été question ici se caractérisent par leur ancrage dans les sciences sociales et leur focalisation sur des pays du Sud. Elles s'inscrivent cependant dans des nébuleuses plus vastes et dépassant leur contexte et au sein desquelles des questions proches sont débattues. Une première comparaison est ici possible avec les *disaster studies* aux États-Unis pour lesquelles sont

65 Van Niekerk Dewald, *A comprehensive framework for multisphere disaster risk reduction in South Africa*, PhD Dissertation in Public Management, Potchefstroom, Northwest University, South Africa, 2005, 346p.

66 International Strategy for Disaster Reduction, *Hyogo Framework for Action 2005-2015: Building the resilience of nations and communities to disasters*, Genève, United Nations, 2005.

67 Rueschemeyer Dietrich et Skocpol Theda, *States, Social Knowledge, and the Origins of Modern Social Policies*, Princeton University Press, 1995, 328p.

disponibles quelques travaux critiques⁶⁸ sur le développement de ce champ académique. Les *disaster studies* américaines, plus anciennes et plus institutionnalisées, se sont aussi développées en lien avec l'État américain, avec le développement de la défense civile pendant la Guerre Froide. Cependant, ce champ fonctionne en vase clos, ses recherches sont largement orientées par les demandes des administrations américaines dont les modes de financements ont contribué à enfermer la discipline sur elle-même ; aussi les administrations ont été beaucoup moins perméables aux développements tant internationaux qu'américains sur la vulnérabilité, bien que l'ouragan Katrina ait entraîné un développement important de ces questionnements. Si le cas américain suggère une résistance à un certain international, un autre point de comparaison international suggèrera plutôt une variation dans les formulations liées aux espaces de circulation : la notion de résilience, inverse de la vulnérabilité (indiquant le degré de résistance d'un système social à des chocs externes) a connu des processus de diffusion similaire mais plus au sein des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, porté par des centres de recherche tels que le *Stockholm Resilience Centre*⁶⁹. Les implications politiques des modèles sont convergentes, mais les objets, et les lieux divergent, en dépit de réguliers points de contacts, d'échange et de croisement, ce qui laisse ouverte la question de savoir comment se forment ces points de connections et de divergences, par quels réseaux, qui entraîne des variations dans la diffusion de modèles d'action globaux, et donc de saisir les imbrications multiples et variées du transnational.

68 Tierney, Kathleen « From the Margins to the Mainstream? Disaster Research at the Crossroads ». *Annual Review of Sociology*, vol. 33, n° 1 (2007), pp. 503-525.

69 Cooper, Melinda et Walker, Jeremy. « Genealogies of Resilience. From System Ecology to the Political Economy of Crisis Adaptation. » *Security Dialogue* (à paraître).